1789: Les colonies ont la parole. Anthologie,
Présentation de Carminella BIONDI avec la
collaboration de Roger LITTLE

Patrizia Oppici

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/studifrancesi/11599>

DOI : 10.4000/studifrancesi.11599

ISSN : 2421-5856

Éditeur

Rosenberg & Sellier

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2018

Pagination : 131-132

ISSN : 0039-2944

Référence électronique

Patrizia Oppici, « *1789: Les colonies ont la parole. Anthologie*, Présentation de Carminella BIONDI avec la collaboration de Roger LITTLE », *Studi Francesi* [En ligne], 184 (LXII | I) | 2018, mis en ligne le 02 juillet 2018, consulté le 15 novembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/studifrancesi/11599> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/studifrancesi.11599>

Ce document a été généré automatiquement le 15 novembre 2021.

Studi Francesi è distribuita con Licenza Creative Commons Attribuzione - Non commerciale - Non opere derivate 4.0 Internazionale.

1789: Les colonies ont la parole. Anthologie, Présentation de Carminella BIONDI avec la collaboration de Roger LITTLE

Patrizia Oppici

RÉFÉRENCE

1789: *Les colonies ont la parole. Anthologie*, Présentation de Carminella BIONDI avec la collaboration de Roger LITTLE, t. I: *Colonies; Gens de couleur*, pp. XCIII + 216; t. II: *Traite; Esclavage*, pp. 278, Paris, L'Harmattan, collection «Autrement même», 2016.

- 1 1789, l'année qui est restée dans la mémoire collective comme une rupture fondamentale dans l'histoire, ne marque pas une césure nette dans les rapports que la France entretient avec ses colonies. Si les principes inspireurs de la déclaration du 26 août n'ont pas eu de répercussions immédiates dans la gestion pratique des colonies, un large débat s'est engagé dont témoignent les dimensions de ces deux volumes, où se trouvent réunis tous les écrits consacrés au sujet pendant cette année. Pour permettre au lecteur de s'orienter dans ces textes l'anthologie a été divisée en quatre sections, qui évoquent le rapport problématique entre les colonies et la France (*Colonies*), celui des mulâtres libres (*Gens de couleur*), et ensuite, dans le deuxième volume, la traite et l'esclavage. Ces problèmes sont toutefois souvent associés dans les écrits et il convient de suivre la substantielle *Introduction* qui ouvre le premier volume pour bien comprendre le contexte historique où il faut placer le débat. Déjà la convocation des Etats Généraux avait engendré une mobilisation des colons qui ambitionnaient participer à l'assemblée pour faire entendre leur voix et protester contre l'*Exclusif*, qui leur imposait un régime de monopole commercial avec la métropole. Les plus aguerris étaient les grands planteurs blancs de Saint-Domingue, la plus riche et la plus

florissante des colonies françaises (en fait la plupart des textes publiés dans l'anthologie se concentrent sur les colonies des Antilles) qui demandaient que l'île fût reconnue comme province française: «un pays qui possède quatre-vingt mille habitants libres et plus de six cent mille esclaves, un pays dont l'agriculture verse plus de deux cent vingt millions par an dans le commerce du royaume» (*Réclamations des colonies*, p. 7). Malgré le refus du roi, les grands blancs envoyèrent leur représentants, qui se réunirent au Tiers dans l'attente que la question du droit des colonies à être représentées trouve une solution: «la France assemblée a reconnu les planteurs de Saint-Domingue pour ses frères: elle ne les laissera pas gémir encore sous le poids du pouvoir arbitraire, lorsqu'elle dirige ses premières attentions vers les droits de l'homme» (*Vues politique sur Saint-Domingue*, pp. 43-44). Les députés coloniaux ne semblaient pas conscients de la contradiction implicite contenue dans leurs revendications. En faisant appel aux droits des gens pour défendre leurs intérêts, ils attiraient l'attention sur la situation abominable qui était la source de leur richesse. Un remarquable exemple de réponse à cette douteuse rhétorique est représenté par le *Discours de M. Garat sur la députation des colonies*, qui démolit leur prétentions à élire un plus grand nombre de députés se fondant sur le nombre de gens de couleurs libres, qui n'avaient pas été admis à voter: «C'est-à-dire, qu'on a commencé par violer leurs droits, et que ceux-là mêmes qui les ont violés, veulent s'en servir ensuite pour étendre les leurs!» et même sur les esclaves: «Les esclaves auraient besoin de représentants contre leurs tyrans, et ce sont leur tyrans qui prétendent être leur représentants!» (p. 81). En effet les mulâtres, parfois riches et possesseurs de vastes domaines, cherchaient eux aussi à faire entendre leur voix, d'autant plus que les colons blancs multipliaient dans ces années les mesures ségrégationnistes, comme le rappelle dans le détail la *Supplique et Pétition des citoyens de couleur des îles et colonies françaises*, signée, entre autres, par Vincent Ogé, qui périra victime de son engagement, horriblement supplicié par les autorités coloniales de Saint-Domingue en 1791. D'autres signataires des textes ici réunis sont très connus: de l'abbé Grégoire à Condorcet, à Necker, à Brissot, beaucoup de grands noms de la Révolution participent au débat; du côté des esclavagistes des plumes moins connues, mais dont les argumentations sont parfois habiles, comme celle de Duval-Sanadon, qui, sur le plan des principes, reconnaît la justesse des arguments des abolitionnistes, mais en conteste le «fanatisme», qui ignore les conditions pratiques d'un système qui ne peut être aboli sans transition. Il faut donc savoir «où doit s'arrêter la bienfaisance» si on ne veut pas porter atteinte aux bases de la société. De là, notre auteur part dans la description d'un tableau idyllique, où «les Nègres sont bien nourris, logés proprement et commodément, suffisamment vêtus [...]; soignés dans leurs infirmités, dans leurs maladies et dans la vieillesse; on y a beaucoup d'égards pour les enfants et les Nègresses enceintes ou nourrices», jusqu'à soutenir que les esclaves «jouissent même d'un certain superflu» (*Précis sur l'esclavage des nègres*, II, p. 125). Une démarche partagée par l'anonyme auteur de la *Lettre d'un membre de l'Assemblée Nationale à un colon américain* qui raconte avoir vu beaucoup «d'esclaves heureux, même riches» et dénonce les «contes bleus» que l'on fait sur l'esclavage. Son discours pourrait paraître d'une naïve hypocrisie mais en réalité il est fondé sur une argumentation insidieuse tirée de la *Déclaration des droits de l'homme*: «si l'amour de l'humanité est de premier devoir pour une âme honnête, le respect des propriétés est d'un devoir non moins strict» (II, p. 131). En réalité les membres de la Société des Amis des Noirs, conscients des problèmes qu'aurait posé l'abolition immédiate de l'esclavage dans les colonies, étaient en réalité très prudents sur le sujet, mais ils réclamaient, par contre, la

suppression de la traite; un des documents les plus impressionnants à ce sujet est la *Description d'un navire négrier* qui se termine sur l'invitation pressante à cueillir «la belle occasion qui se présente de faire ses efforts pour abolir un commerce que l'on peut sans exagération dénommer *un des plus grands maux qui existent de nos jours sur la terre*» (p. 95). Malgré l'engagement de Mirabeau sur le sujet, l'Assemblée choisira de maintenir la traite, et elle le fera, souligne C. Biondi dans *l'Introduction*, sans le dire d'une façon explicite, dans une périphrase hypocrite qui déclare ne vouloir «rien innover dans aucune branche du commerce, soit direct soit indirect de la France avec les colonies» (p. XLVI). Dans la situation financière désastreuse de l'époque, on choisit donc de sacrifier les principes fondateurs de la Révolution, en croyant sauver le commerce colonial. Mais l'anthologie témoigne d'une façon exhaustive du débat qui s'engagea en 1789, et qui s'exprime non seulement avec les lettres, les pamphlets et les mémoires adressés à l'Assemblée, mais aussi à travers des textes qui peuvent s'adresser à un public plus large, comme la Préface au roman *Le Nègre comme il y a peu de Blancs*, de Joseph Lavallée, ou le roman-essai *Le More-Lack* de Lecointe-Marsillac où l'expérience de l'esclavage est racontée à la première personne, dans une sorte de pseudo-mémoire. D'ailleurs ces deux derniers ouvrages, d'un intérêt vraiment remarquable, ont été aussi édités dans leur intégralité, toujours par Carminella Biondi et toujours dans cette collection «Autrement même», dirigée par Roger Little, qui a le mérite de rendre à nouveau disponibles et de valoriser dans une optique critique des textes peu connus traitant du thème colonial. Pour revenir à notre anthologie, il faut aussi ajouter que ce bilan complet de la pensée de cette année cruciale sur le sujet, est pourvu d'importants appareils: bibliographies (y compris les cahiers des états Généraux consacrés aux colonies, la traite et l'esclavage), chronologie portant sur les discussions et décisions prises pendant l'année sur ces sujets, biographie des auteurs et aussi une nomenclature des termes qui caractérisent le débat à travers des citations tirés des textes et journaux publiés en 1789. Ces deux volumes nous font vraiment entrer au cœur de la controverse et constituent une contribution fondamentale pour la connaissance d'un aspect encore trop peu connu de la Révolution.